



Une nouvelle cure d'austérité Les hôpitaux bigourdans en alerte

L'hôpital public joue encore un rôle majeur dans notre pays. Il demeure, pour le moment, la structure publique la plus appréciée des Français.

C'est un lieu de référence médicale, scientifique, sociale et humaine où des soins de qualité sont dispensés.

C'est un lieu de vie ouvert à toutes et à tous, de jour comme de nuit : on y naît, on y espère, on y vit, on y meurt

L'hôpital public est le plus souvent, le plus gros employeur de chaque territoire. Les enjeux politiques, marchands et financiers y sont devenus importants et ils font peser, dorénavant sur lui une lourde menace sur sa spécificité sociale et économique.

C'est un fait établi qui dure déjà depuis plusieurs années, les gouvernements successifs, ont donné comme injonction de réaliser des économies pour soi-disant réguler les dépenses de la Sécurité sociale et surtout diminuer sans cesse les cotisations des patrons, en leur octroyant toujours plus de cadeaux.

Il est même utilisé pour faire des profits au détriment des personnels soignants et des patients en application des théories néolibérales et du marché roi !

**Notre santé n'est pas une
marchandise, c'est un droit !**



Les hôpitaux bigourdans n'échappent pas à cette logique marchande, par contre les besoins des populations ne sont plus pris en compte.

D'ores et déjà, l'hôpital public de Tarbes est en grand danger.

Au mois de juin, la mission de l'Agence nationale d'aide à la performance ou ANAP, mandatée par le ministère de la Santé, préconisait la suppression de 15 emplois pour faire des économies.

Le Ministère de la Santé, avec les experts du plan COPERMO ont considéré que les suppressions d'emplois et la planification de retour à l'équilibre de l'établissement sont très insuffisants : il faut trouver 3,8 Millions d'Euros en réduisant les dépenses dans les mois à venir !

Dès le mois d'août, les lits ont été supprimés en unité d'hospitalisation de courte durée, en soins de réadaptation et en neurologie.

Les personnels avec des roulements de 12 heures ont vécu un été infernal et au moment de la rentrée, ils sont épuisés et en plein désarroi.

Par ailleurs, comme la maternité et la réanimation de Lourdes vont fermer, l'Inspection Générale des Affaires Sociales ou IGAS, préconise un plus grand rapprochement entre les 2 Hôpitaux de Tarbes et Lourdes.

➤ Un contrôleur général viendra mettre en place, les mesures en octobre.

➤ La mise sous-tutelle de l'hôpital de Tarbes est en route...

L'hôpital public de proximité de Lannemezan est asservi aux mêmes règles comptables.

➤ La maternité semble irrémédiablement fermée.

➤ Le centre périnatal est en grand danger.

➤ 20 lits sont encore supprimés en psychiatrie.

➤ La crèche publique hospitalière est menacée.

➤ Le trésor public se désengage dans la gestion des comptes des majeurs protégés. Des structures manquent : des jeunes pyrénéens sont soignés en Belgique avec de l'argent public de notre secteur.

La situation est bien trop grave pour se satisfaire du fatalisme.

Actuellement, 29% de personnes, ne peuvent plus se soigner par manque d'argent.

Or, le projet du budget 2015, présenté par Michel Sapin, début octobre qui prévoit, au chapitre Sécurité sociale des coupes budgétaires de 9,6 milliards d'euros, va aggraver encore plus l'accès aux soins.



**Une nouvelle cure
d'austérité s'annonce.**

Les militant(e)s du Front de Gauche 65 appellent au grand rassemblement de toutes et tous: les médecins, les soignant(e)s, les organisations syndicales des personnels et les citoyens, pour réaffirmer et faire respecter la nature de service public de l'Hôpital, son identité hors marché, ses règles éthiques, le soutien financier de l'Etat et le droit aux soins.